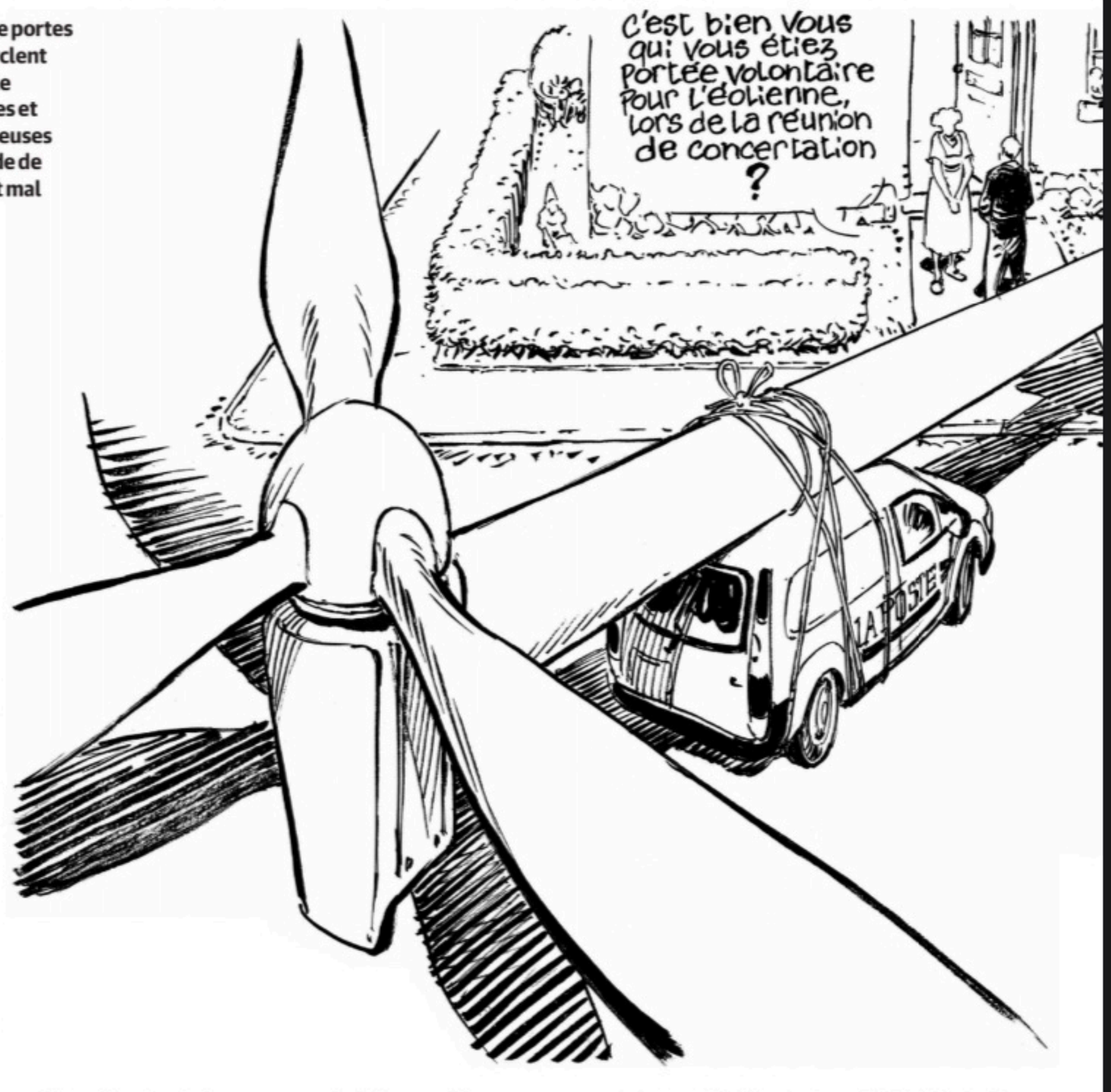
Charlie Reporter

ÉOLIENNES
TotalEnergies se ripoline e

Comme les démarcheurs qui essaient de vous vendre portes et fenêtres à tout-va, les multinationales qui se recyclent dans les énergies renouvelables comme l'éolien ou le photovoltaïque débarquent en force dans les villages et auprès des particuliers, en leur promettant de fabuleuses retombées financières. Reportage à Annay, bourgade de la Nièvre, où les méthodes de TotalEnergies passent mal auprès des habitants.



NATACHA DEVANDA

Ils se sont donné rendez-vous à quelques mètres de la salle communale, où, en ce 30 septembre, TotalEnergies organise une permanence publique. Objectif du pétrolier aux superprofits qui font tant couler d'encre ? Rassurer la population au sujet du projet d'implantation de six éoliennes dans le village d'Annay, en Bourgogne-Franche-Comté. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'est pas gagné !

Dans cette bourgade de quelque 300 âmes, une partie des habitants, conduits par l'ancienne équipe municipale, mènent la fronde, moins contre TotalEnergies que contre les éoliennes, d'où qu'elles viennent. Il est vrai qu'Annay n'est pas un village comme les autres. Sa particularité ? Être à une encablure de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire (Cher). Ce qui explique, chez pas mal de riverains, les a priori plus favorables à l'atome qu'au vent. C'est le cas de Marie-Jo Alexandre, l'ancienne maire du village (de 1995 à 2020). Cette farouche opposante au projet a pris la tête de la fronde anti-éoliennes. *« Pourquoi faudrait-il faire de l'éolien quand on a du nucléaire, et que le foncier pour construire des réacteurs existe ? »* lance-t-elle à la cantonade. Mais comme rien n'est simple, l'ancienne opticienne de profession se dit de gauche – elle a à son actif la mise en place réussie d'une mutuelle de santé communale – et proche de la nature. Amoureuse de son village, elle a durant ses mandats tout fait pour conserver un paysage bocager, préserver les haies et des chênes majestueux, et refuse catégoriquement l'arrivée *« d'un site industriel dans un village à l'habitat dispersé »*. L'éolien et son chantier sont pour elle une catastrophe à venir, alors qu'elle fait *« pleinement confiance »* à la centrale nucléaire voisine.

Un raisonnement qui peut interpeller. *« Les gens d'ici vivent avec la centrale. Beaucoup y travaillent, d'ailleurs, et les élus procentrale profitent des retombées économiques du nucléaire »*, nous confiait Catherine Fumé, militante du Réseau Sortir du nucléaire, pour expliquer l'indifférence des riverains quant aux dangers potentiels du nucléaire et à son insurmontable gestion des déchets radioactifs *(voir charliehebdo.fr/2021/03/ecologie/nucleaire/apres-fukushima-on-poursuit-le-mythe-du-nucleaire-securise)*.

C'est bien connu, on s'habitue à tout. La preuve avec Gérard Girault – qui tient à se faire appeler Gégé. Sa maison magnifique et son grand jardin ont une vue imprenable sur… la centrale de Belleville. La Cocotte-Minute atomique d'EDF dans sa ligne de mire le rassure car, selon lui, *« un accident en France n'est pas possible »*. Et puis, *« son panache me donne le sens du vent »*, rigole-t-il, tandis qu'évoquer les mâts et pales d'éoliennes lui file illico de l'urticaire.

Un gros dossier en main, Gégé accuse l'éolien de tous les maux. Sa bible est un épais recueil de feuilles A4 écrit par un expert-comptable à la retraite, qui s'intitule « Le Syndrome éolien ». On ouvre la boîte de Pandore en feuilletant ce document : *« infrasons »*; *« champs électromagnétiques »*; *« bisphénol A dans les résines »*; *« effets nocifs sur la santé par l'utilisation des terres rares présentes dans les aimants permanents »*…, la liste des nuisances des éoliennes semble infinie. Armé d'un tas de données chiffrées, il est bien décidé à porter la contradiction à ce *« vendeur de vent »* désormais déguisé en promoteur écolo qu'est TotalEnergies.

Sur place, donc, Gégé attaque bille en tête. Comme d'autres opposants, il a épluché toutes les données du recto verso édité par TotalEnergies pour appeler à la réunion publique. Et comme d'autres, il s'est rapidement rendu compte que certains des *« chiffres clés »* du pétrolier sont erronés. Ce qui la fout mal pour les ingénieurs maison, qui ont confondu mégawatts et gigawatts ! Rapidement, Jérôme Dieu, chef de projet chez TotalEnergies, est obligé d'en convenir. Contrit, il reconnaît avoir fait une *« petite erreur »*. De quoi chauffer à bloc les opposants, qui trouvent que le travail est au mieux *« léger »*, au pire *« trompeur »* ou *« mensonger »*. De fait, ça ne facilite pas la mise en confiance dans la prétendue reconversion verte de la multinationale pétrolière.

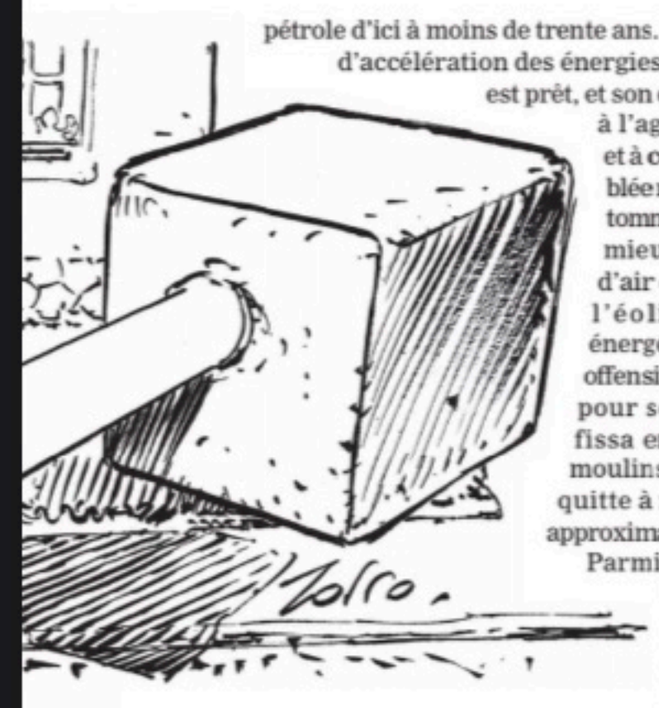
Comment développer les énergies renouvelables sans multiplier les nuisances ?

Un recyclage grand teint qui ne doit rien au hasard et tout aux contingences naturelles – l'épuisement dans quelques décennies du filon des énergies fossiles – et à la réglementation pour arriver à la neutralité carbone promise pour 2050. Autrement dit, la fin programmée du charbon, du gaz et du

VALECO
Le leader du recyclable de terroir ratisse large

Il n'y a pas que les maires qui sont courtisés, les agriculteurs et autres propriétaires de « foncier exploitable » aussi. Parmi les VRP du recyclable, le groupe Valeco, qui se présente comme le *« pionner français des énergies renouvelables »*. L'entreprise montpelliéraine, rachetée par le groupe allemand EnBW, drague les exploitants agricoles en leur envoyant un courrier de *« proposition de partenariat »* qui leur détaille tous les bienfaits qu'il y aurait à transformer prairies et forêts en *« projets agrivoltaïques »*. Sans doute Valeco croit-il encore aux vertus du pied dans la porte cher aux vendeurs d'aspirateurs. Après un petit topo sur les avantages du photovoltaïque, l'entreprise entreprend de vendre du rêve aux paysans. Par le simple fait de signer un petit contrat, voilà qu'il pourrait pleuvoir sur l'exploitation la *« fourniture du matériel agricole »*, une *« aide financière pour augmenter la taille du cheptel »*, le *« financement de tout ou partie de bâtiments nécessaires à l'exploitation en place »*.
C'est-y pas beau, autant d'altruisme et de volonté de faire vivre les petites exploitations de nos terroirs ? Car, avec autant d'aides durables, à n'en pas douter, *« le projet solaire représente une opportunité pour créer, relancer ou renforcer une activité existante »*. Mais ce n'est pas tout. Dans un autre paragraphe, Valeco passe aux choses sérieuses, c'est-à-dire au pognon. *« Une indemnité annuelle »* d'un montant inconnu, mais versée *« durant toute la phase d'exploitation de la centrale (40 ans) »* aux propriétaires et aux exploitants *« des zones d'études concernées par le projet »*. Et ce même si, finalement, les parcelles ne sont pas retenues *« lors de l'implantation définitive du projet »*. Au vu des difficultés financières de pas mal d'agriculteurs, le chant des sirènes de Valeco a toutes les chances de transformer des hectares de pâturages en parcs solaires. C'est les moutons qui vont être contents ! **N. D.**

n vert pour partir à l'assaut des villages



pétrole d'ici à moins de trente ans. Le projet de loi d'accélération des énergies renouvelables est prêt, et son examen, inscrit à l'agenda du Sénat et à celui de l'Assemblée nationale cet automne. On comprend mieux alors l'appel d'air que représente l'éolien pour les énergéticiens, et leur offensive tous azimuts pour se transformer fissa en vendeurs de moulins à vent géants, quitte à faire quelques approximations.

Parmi les salariés de TotalEnergies envoyés sur le front de la contestation citoyenne, l'un d'eux multiplie les bourdes. Il se tient à côté d'une carte du village et de quelques mini-éoliennes posées de-ci de-là sur le planisphère. Doctement, il explique que tout ira bien dans le meilleur des mondes. Les habitants ont beau jeu de le mettre en difficulté devant sa totale méconnaissance des sites et de railler ses gadgets positionnés l'un en pleine forêt, l'autre à côté de lignes à haute tension, un troisième carrément hors des limites communales ! Devant le tollé, le préposé de TotalEnergies manipule ses miniatures comme autant de pions sur un échiquier, tout en répondant vaguement aux critiques ou aux inquiétudes des Annaysiens. Une éleveuse craint pour ses animaux et leur tranquillité. Un chasseur vient dire qu'il connaît les migrations des grues et des cigognes, et s'alarme du risque qu'elles encourent de heurter les pales des éoliennes. *« Ça nous intéresse »*, répond l'interpellé sur un ton qui vient immédiatement démentir son propos. Pire, pour démontrer l'intérêt de son entreprise pour la gent ailée, il sort une pseudo-étude de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) – qui semble être, en fait, un rapport d'ornithologues… en anglais. Quand on lui fait remarquer cette bizarrerie, il s'enfonce en expliquant que tous les rapports de la LPO sont rédigés dans la langue de Shakespeare. On se renseigne vite auprès de notre collègue et ami Allain Bougrain Dubourg, président de la LPO. *« On aimerait bien avoir les moyens de communiquer en anglais,* plaisante Bougrain Dubourg. *Au mieux, c'est un rapport de Birdlife International, dont la LPO est adhérente, mais en aucun cas l'un de nos documents. »*

Le reste de l'après-midi à Annay sera à l'avenant. Entre les arguments des opposants qui, in fine, se résument au « pas de ça dans mon jardin » et les réponses stéréotypées ou désinvoltes de TotalEnergies, on était loin, ce jour-là, du nécessaire débat à avoir sur l'énergie. Comment faire pour se passer des extractions fossiles, mettre au rancart le nucléaire, développer les renouvelables sans pour autant multiplier les nuisances ? Comment, mais surtout, pour quoi faire ? De la 5G, des data centers, des vitrines éclairée H24, des voitures individuelles électriques, de l'obsolescence programmée d'objets et toutes les trouvailles hyper énergivores que les industriels s'évertuent déjà à mettre au point ? Si c'est l'objectif, couvrir l'Hexagone de parcs éoliens et photovoltaïques ne suffira pas. En France, en fonction des critères actuels (études de la qualité du vent, implantation à plus de 500 m des habitations, etc.), seul 1 % du territoire est encore considéré comme une zone favorable à l'implantation des éoliennes. Pas grave. En petit comité, Emmanuel Macron reconnait déjà que l'éolien terrestre est dépassé. Trop d'oppositions de riverains, pas assez de foncier disponible, des impacts sur la biodiversité (oiseaux et chiroptères). Pour y remédier, l'exécutif songe quand même à assouplir la réglementation française pour l'aligner sur celles des autres pays européens. Et parie à fond sur l'éolien en mer, dit « offshore ». La mer va devenir un fabuleux terrain de jeu et un eldorado pour les multinationales. Ça tombe bien, les habitants des lieux sont muets comme des carpes, ne pétitionnent ni ne manifestent. Pas comme à Annay. ●

MARC JEDLICZKA

« Il faut une vraie planification énergétique en France »

Porte-parole de l'association NégaWatt, qui milite pour la sobriété énergétique depuis très longtemps, bien avant que le sujet ne fasse la « une » des médias, Marc Jedliczka plaide pour un développement accéléré mais encadré des énergies renouvelables.

CHARLIE HEBDO : Comprenez-vous la méfiance des citoyens envers les éoliennes, surtout lorsqu'elles sont proposées par des transnationales comme TotalEnergies ?

Marc Jedliczka : Les multinationales présentes aujourd'hui dans l'éolien n'ont rien inventé ni rien créé, elles n'ont fait que racheter des PME fondées par des pionniers visionnaires, qui ont pris tous les risques à une époque où c'était vraiment à contre-courant. Que des pétroliers comme TotalEnergies se lancent désormais dans l'éolien – c'est une question de survie pour eux – n'aide pas les gens à comprendre que le développement de ces filières est vraiment d'intérêt général, voire vital. Mais il y a aussi de très belles histoires de projets imaginés et réalisés par des particuliers au sein de leur région. C'est le cas par exemple à Béganne, en Bretagne, où, depuis 2014, une coopérative de 1000 habitants gère un parc de quatre éoliennes qui vend l'électricité produite à Enercoop. En Allemagne ou au Danemark, 80 % des éoliennes en fonctionnement appartiennent à des coopératives de citoyens.

Justement, face à l'éolien industriel, ne faudrait-il pas plutôt créer un service public des énergies renouvelables ?

L'éolien non industriel, je ne sais pas ce que c'est, à part peut-être les cerfs-volants ! Une turbine de 3 MW dont le bout de pale culmine à 180 m et qui produit chaque année l'équivalent de ce que consomment 5000 personnes est nécessairement un objet industriel. La question est de savoir où et dans quelles conditions elles sont implantées. Ce qui est sûr, c'est qu'il faut éviter les erreurs du passé, comme les 20 éoliennes construites au cap Corse, au début des années 2000, sans permis de construire, par une boîte qui a été rachetée quelques années plus tard par EDF. Aujourd'hui, ça ne serait plus possible, et c'est tant mieux. La France est le pays où la réglementation est la plus stricte en matière d'implantation d'éoliennes. Il faut huit ans en moyenne pour concevoir et réaliser un parc éolien, contre cinq ans en Allemagne. Il faut aussi éviter les trop grandes concentrations, qui génèrent un sentiment de saturation, et préférer une répartition sur toutes les régions. Actuellement, les Hauts-de-France et le Grand-Est concentrent à eux seuls environ 50 % du parc français. Pour y remédier, il faut que l'État organise une planification digne de ce nom et que les collectivités territoriales s'emparent de cette question. Il ne faut pas laisser les développeurs, petits ou grands, arriver dans des villages en promettant monts et merveilles à quelques propriétaires terriens ou aux maires. C'est ça qui met le bazar.

Que dites-vous aux opposants qui sont anxieux quant à leur environnement et aux possibles impacts des éoliennes sur leur qualité de vie ?

Je leur dis que leurs interrogations sont légitimes, mais qu'il ne faut pas se mettre la rate au court-bouillon. J'habite moi-même à moins de 600 m d'une éolienne de 3 MW, et ma vie n'est pas devenue un enfer, c'est au contraire un vrai motif de satisfaction. Il y a deux types d'opposants. Ceux qui le sont par principe – ils sont les plus virulents –, ce sont souvent des gens liés à l'industrie nucléaire ou des propriétaires de châteaux, qui ont malheureusement souvent le bras long, y compris au plus haut niveau de l'État, des influenceurs bien en cour, comme Stéphane Bern, ou encore des associations financées on ne sait pas trop comment pour faire un énorme buzz permanent contre les éoliennes. Les autres opposants se regroupent parfois en associations de riverains pour exprimer leurs craintes, légitimes, quant au bruit, au paysage ou à l'environnement. La plupart du temps, ces craintes cèdent une fois que les éoliennes sont en fonctionnement et qu'ils s'aperçoivent que l'impact est en fait très limité.

Dire qu'il n'y a pas d'impact serait faux, mais il est très faible, comparé à toutes les autres sources de production d'énergie. Le problème des énergies renouvelables, c'est qu'elles sont plus visibles, car plus nombreuses et plus disséminées à travers le territoire que les centrales nucléaires (avec un parc qui, aujourd'hui, tourne à moins de 50 % de sa capacité et fournit moins de 50 % du mix énergétique). Et aussi qu'elles s'implantent à la campagne et pas en ville. Ça déplait aux conservateurs du paysage, qui pourtant ne critiquent pas les relais de télévision, les lignes à haute tension ou les réacteurs nucléaires pour leur mocheté. Le paysage n'a jamais été immuable, tout simplement parce qu'il est façonné par l'être humain. Ce n'est pas dramatique qu'il change, bien au contraire, ça veut dire qu'il est vivant.

L'histoire de l'éolien en France est-elle celle de rendez-vous ratés ?

En 1959, à Nogent-le-Roi (Eure-et-Loir), EDF, alors entreprise 100 % publique, a construit la première éolienne expérimentale de 1 MW pour 40 m de diamètre, qui a fonctionné correctement plusieurs années, avant d'être démantelée, en 1963, à la suite de la rupture de pales. La France avait vingt-cinq ans d'avance sur les Danois, considérés comme les pionniers mondiaux de l'éolien. Mais, entre-temps, de Gaulle avait lancé le premier programme nucléaire, pour avoir de quoi fabriquer la bombe atomique. Le même scénario s'est reproduit pour le photovoltaïque, dans les années 1980, avec le sabordage de France-Photon et de Photowatt, en 1986. On est alors sous le septennat de François Mitterrand, qui avait soutenu le développement des renouvelables. C'est la cohabitation de 1986, et l'arrivée de Jacques Chirac au poste de Premier ministre, qui va tout bloquer. Alain Madelin, ministre ultralibéral de l'Industrie, va s'employer à casser l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie *[AFME, ancêtre de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – Ademe, ndlr]*. Ce sont ces décisions purement politiques qui ont bloqué durant des décennies le déploiement des énergies renouvelables, à tel point que la France est le seul État membre de l'Union européenne à être systématiquement en retard sur ses propres objectifs en la matière. Il faut que ça change !

Propos recueillis par N. D.